



COMPTES ANNUELS

au 31/12/2024

BILAN ACTIF AU 31/12/24

ACTIF	Exercice 2024			Exercice 2023
	Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	4 920	4 920	-	166
Autres Immobilisations Incorporelles	239 543	198 820	40 723	110 534
Immobilisations incorporelles en cours	61 559		61 559	61 559
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels	393 002	356 357	36 645	54 945
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et Créances rattachées				
Autres titres immobilisés	43 110		43 110	43 110
Prêts	88 453	-	88 453	88 453
Autres	8 662	8 133	529	8 662
Total I	839 249	568 231	271 019	367 429
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours	57 719		57 719	31 301
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	246 579		246 579	113 960
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	475 562		475 562	552 766
Valeurs mobilières de placement	77 639		77 639	75 378
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	1 225 840		1 225 840	2 235 303
Charges constatées d'avance	55 738		55 738	62 649
Total II	2 139 078	-	2 139 078	3 071 357
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				-
Ecarts de conversion Actif (V)				
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	2 978 328	568 231	2 410 097	3 438 786

BILAN PASSIF AU 31/12/24

PASSIF	Exercice 2024	Exercice 2023
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires	3 965 005	3 965 005
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres		
Report à nouveau		
Report à nouveau	- 1 919 484	- 1 134 538
Excédent ou déficit de l'exercice	- 1 548 989	- 784 946
Situation nette (sous total)	496 532	2 045 521
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
Total I	496 532	2 045 521
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
Total II	-	-
PROVISIONS		
Provisions pour risques	254 142	95 452
Provisions pour charges	114 433	114 433
Total III	368 575	209 885
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Avances et acomptes reçus sur commandes		
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	885 471	874 626
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	240 899	243 793
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	64 962	64 962
Instruments de trésorerie	69 137	
Produits constatés d'avance	284 521	
Total IV	1 544 989	1 183 380
Ecarts de conversion Passif (V)		
TOTAL GENERAL (I + II + III + III bis + IV + V)	2 410 097	3 438 786

COMPTE DE RESULTAT exercice du 01/01/24 au 31/12/24

COMPTE DE RESULTAT	Exercice 2024	Exercice 2023
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	64 088	59 500
Ventes de biens et services		
Ventes de biens	165 489	130 873
<i>dont ventes de dons en nature</i>		
Ventes de prestations de service	89 996	49 592
<i>dont parrainages</i>		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	4 819 023	5 732 930
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommables		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières	248 731	87 207
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	33 279	69 394
Utilisations des fonds dédiés		-
Autres produits	128 047	40 185
Total I	5 548 654	6 169 681
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises	103 597	106 307
Variation de stock	- 26 419	2 552
Autres achats et charges externes	3 761 076	4 031 035
Aides financières		200
Impôts, taxes et versements assimilés	195 031	193 043
Salaires et traitements	1 960 694	1 730 704
Charges sociales	856 292	780 269
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	246 968	107 215
Dotations aux provisions		-
Reports en fonds dédiés		
Autres charges	888	30 172
Total II	7 098 127	6 981 496
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	- 1 549 473	- 811 816
PRODUITS FINANCIERS		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	18 207	30 904
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge	-	312 769
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total III	18 207	343 673
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées		314 383
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total IV	-	314 383
2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)	18 207	29 290
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)	- 1 531 266	- 782 526

PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion		6 100
Sur opérations en capital		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Total V	-	6 100
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	17 722	495
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Total VI	17 722	495
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	-	17 722
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)		8 025
Total des produits (I + III + V)	5 566 860	6 519 453
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	7 115 849	7 304 399
EXCEDENT OU DEFICIT	-	1 548 989
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature	126 245	116 762
Bénévolat		
TOTAL	126 245	116 762
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens	126 245	116 762
Prestations en nature		
Mise à disposition gratuite de biens et services		
Personnel bénévole		
TOTAL	126 245	116 762

Objet social

L'objet social de notre entité est décrit ainsi dans les statuts :

Moselle Attractivité contribue au développement de l'attractivité de la Moselle, à son rayonnement touristique et à la compétitivité du territoire dans le domaine économique.

Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées :

1. l'appui aux territoires et aux entreprises mosellanes, en tant qu'agence de développement économique (mission "économie")

A ce titre, Moselle Attractivité s'inscrit dans la mise en œuvre du Schéma Régional de Développement Economique, d'Innovation et d'Internationalisation (SRDEII), participe à la mise en œuvre de la politique de la Région Grand Est et intègre le réseau des outils de développement économique à l'échelle du Grand Est animé par la Région.

En conformité avec les prescriptions du SRDEII, elle favorise le développement et la promotion économique du département de la Moselle, notamment en :

- assurant l'identification, le suivi d'entreprises ciblées et l'accompagnement local de leurs projets d'installation et de développement
- étant le relai de la Région Grand Est et des EPCI membres pour diffuser leurs dispositifs de soutien et accompagner les entreprises dans leurs démarches
- étant source de données et d'informations sur les zones d'activités et/ou l'immobilier d'entreprise (observatoire économique, gestion d'une base de données de l'offre, ...)
- faisant de la veille économique territoriale
- effectuant la recherche de projets exogènes limitrophes en lien avec Invest Eastern France
- favorisant l'attraction et la fidélisation des talents, afin de répondre aux besoins de main d'œuvre des entreprises mosellanes.

2. le déploiement, en tant que Comité Départemental du Tourisme (CDT), d'une véritable stratégie touristique visant au développement et à la promotion de la destination Moselle (mission "tourisme")

A ce titre, Moselle Attractivité assure les missions qui recouvrent notamment :

- La structuration et la qualification de l'offre touristique départementale
- La promotion de l'offre et de la destination Moselle
- L'appui à la qualité de l'accueil et l'animation des offices du tourisme
- L'animation et la professionnalisation des acteurs touristiques
- La commercialisation et l'appui à la commercialisation de produits touristiques
- La gestion d'un observatoire touristique, en lien avec le Comité Régional du Tourisme du Grand Est

Par ailleurs, Moselle Attractivité en tant que Comité Départemental du Tourisme du Département de la Moselle se voit confier par le Département de la Moselle la mise en œuvre de la politique touristique définie par ce dernier. Cette délégation sur la base des dispositions de l'article L 132-2 du Code du Tourisme donne lieu à une convention conclue entre le Département de la Moselle et Moselle Attractivité qui définit les missions concernées, les modalités d'exercice, les modalités de financement, ainsi que les modalités de contrôle.

3. la conduite **d'actions de promotion et de marketing territorial** hors prospection IDE (mission "marketing territorial")

A ce titre, Moselle Attractivité assure notamment :

- Le portage, la promotion et le déploiement de la marque partagée MOSL
- Promotion des labels d'excellence
- Le portage et l'animation du plan d'actions Attractivité
- L'animation de réseaux à l'échelle du département de la Moselle
- L'organisation et/ou la participation à des salons, foires, événements dédiés
- La promotion du territoire via une communication adaptée, en lien avec les actions régionales
- La participation à la promotion de la région Grand Est
- L'appui à la commercialisation et la vente de produits mosellans et de produits MOSL

Moyens d'action

Pour réaliser son objet et plus particulièrement chacune de ces missions, l'association se dote notamment des moyens humains et matériels en vue d'assurer la mise en œuvre des différents axes de développement de l'attractivité mosellane objet de l'association tel que décrit à l'article 3.1 ci-dessus.

L'association est organisée en trois pôles : un pôle "tourisme", un pôle "économie" et un pôle transversal "marketing territorial", supervisés chacun par un directeur/responsable distinct, étant entendu que l'un d'entre eux peut cumuler cette fonction avec celle de directeur général de la structure.

Dans le cadre de la mise en œuvre de la mission Economie, les interventions de Moselle Attractivité s'organisent en lien étroit et en complémentarité, dans une démarche partenariale et collaborative, avec les Maisons de la Région Grand Est couvrant le territoire mosellan (Maisons de la Région de Metz, Thionville-Longwy et Saverne-Haguenau) et plus particulièrement leur service Développement Territorial (chef(fe) de service et chargé(e) de mission développement économique).

Un programme de travail partagé est établi entre Moselle Attractivité et les trois Maisons de la Région Grand Est. Des revues de gestions sont organisées régulièrement entre Moselle Attractivité et chacune des Maisons de la Région Grand Est afin de partager les informations, effectuer un bilan des interventions réciproques et les adapter en tant que de besoin.

Par ailleurs, l'articulation entre Moselle Attractivité, les Maisons de la Région et les services de l'EPCI ou des groupements d'EPCI engagés dans les Pactes Offensive Croissance Emploi signés avec la Région dans le cadre de la déclinaison du SRDEII fera l'objet d'une attention toute particulière afin d'en apprécier la cohérence, la complémentarité et l'efficacité.

Moselle Attractivité est associée à l'animation du réseau de développeurs économiques assurée par les Maisons de la Région Grand Est à l'échelle de leur périmètre et participe activement au réseau des développeurs économiques animé par la Région à l'échelle du Grand Est.

La Région Grand Est participe activement à la gouvernance de Moselle Attractivité au sein du Conseil d'Administration et des autres organes prévus aux statuts de l'association, et ce dans le respect des compétences qui lui sont dévolues par la loi. Elle apporte par ailleurs une contribution financière à Moselle Attractivité, en lien avec les contributions des EPCI, permettant de financer, comme l'atteste une comptabilité analytique, les missions poursuivies principalement dans le domaine du

développement économique, ainsi qu'en faveur de l'attractivité du territoire mosellan et qui ne relèvent pas du champ d'intervention du CDT.

Le Département de la Moselle participe activement à la gouvernance de Moselle Attractivité dans les domaines relevant de sa compétence et en tant que garant des solidarités humaines et territoriales au sein du département de la Moselle, et ce dans le respect des compétences qui lui sont dévolues par la loi. Il apporte par ailleurs une contribution financière à Moselle Attractivité, qui, comme l'atteste une comptabilité analytique, permet de financer les missions qui ne relèvent pas du champ du développement économique.

Les comptes annuels clos au 31/12/2024 ont été établis conformément aux recommandations et observations de l'Autorité des Normes Comptables.

Evènements principaux de l'exercice

En 2024, Moselle Attractivité s'est pleinement impliquée dans la démarche Terre de Jeux initiée par le Département de la Moselle à l'occasion des Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris. Les nombreux temps forts ont permis de valoriser les Ambassadeurs MOSL, les labélisés Qualité MOSL, ainsi que les acteurs de l'attractivité du territoire.

Moselle Attractivité a, par ailleurs, contribué à la valorisation de l'attractivité de la Moselle pendant la période des Jeux Olympiques et des Jeux Paralympiques au travers de différents temps forts et évènements : le parcours de la flamme olympique et de la flamme paralympique en Moselle, la Fan zone départementale à Amnéville, le Club France à Paris, l'implication de jeunes volontaires mosellans, Ambassadeurs MOSL, au cœur des jeux à Paris.

Enfin, Moselle Attractivité a été en charge de l'organisation logistique de l'accueil des délégations sportives qui sont venues préparer les jeux en Moselle. Ce sont ainsi 463 athlètes et encadrants qui ont séjourné en Moselle représentant 6 000 nuitées et 18 000 repas pour le secteur de l'hôtellerie et de la restauration en Moselle.

La prise en charge de l'ensemble des réservations de chambres et de repas a fait l'objet d'un processus de refacturation/remboursement opéré en direction des délégations du Burundi et des Philippines (192 904€) et pour le reste, soit 30 266€ en direction du Département de la Moselle.

Par ailleurs, l'exercice 2024 constitue le premier exercice faisant l'objet d'un traitement fiscal des activités lucratives suite à l'audit réalisé à ce sujet et qui avait fait l'objet d'une information lors du Conseil d'Administration du 30/05/24.

Ainsi, un secteur « activités lucratives » représentant environ 7% du chiffre d'affaires total de l'association, soit 480k€, a été créé avec les conséquences suivantes :

- L'imposition à la TVA des subventions dites « compléments de prix » identifiés par l'audit et qui concernent les subventions octroyées par :
 - la Région Grand Est pour un montant de 46k€ en contrepartie des missions d'accompagnement individualisé réalisées au profit d'une liste d'entreprises bénéficiaires identifiées par le subventionneur (tva à 20%)
 - la Communauté des Communes de Cattenom et Environ en contrepartie de missions définies et ciblées à son bénéfice, pour un montant de 1,6k€ (mise en œuvre d'un observatoire économique, de la gestion d'une base de données foncières et

immobilières, du développement de l'accueil des nouvelles entreprises, de l'accompagnement et de la promotion des projets des entreprises, des prestations de conseil, de la mise en œuvre d'une stratégie touristique et de la promotion et le développement du marketing territorial) (tva à 20%)

- Des recettes imposables à la tva à 20% sur les activités lucratives telles que :
 - Vente de boules de Noël (74k€) ;
 - Vente de produit griffés MOSL et qualité MOSL (10k€) ;
 - Vente de puzzles (8.7k€)
 - Marge réalisée sur le dépôt-vente au profit des producteurs et artisans mosellans lors du marché de Noël (90k€) ;
 - Vente de coffrets cadeaux -Box et Chèques cadeaux. (61.5k€)
- Récupération de la TVA sur les achats liés aux activités lucratives énumérées ci-dessus.

L'activité lucrative présente ainsi un déficit de 8k€ avec des produits s'élevant à 480k€ et des charges à 488k€. Ce résultat négatif exclut toute imposition au titre de l'impôt sur les sociétés. Par ailleurs, aucun reversement de TVA n'est dû, la TVA collectée (47,979k€) étant inférieure à la TVA déductible (48,967k€).

Ventilation de l'effectif au 31 décembre 2024

Catégories	Personnel salarié
Cadres	27
Employés, Techniciens, Professions Intermédiaires	16 (dont 6 alternants)
TOTAL	43

Méthode générale

Les comptes annuels de notre entité pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement **ANC 2018-06** et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement **ANC 2014-03** relatif au plan comptable général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation.
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Ne sont mentionnées dans l'annexe que les informations à caractère significatif.

Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût de production, à l'exception des immobilisations acquises avant le 31 décembre 1976 qui ont fait l'objet d'une réévaluation.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Amortissements

Ils sont calculés en fonction de la durée d'utilisation prévue suivant le mode linéaire :

Types d'immobilisations	Durée d'amortissement
Logiciels et site internet	1 à 3 ans
Installations et agencements	3 à 10 ans
Matériel et outillage	5 ans
Matériel de transport	4 à 10 ans
Mobilier et matériel de bureau	2 à 10 ans

Participation, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'acquisition.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à cette valeur, une dépréciation est constituée du montant de la différence.

Créances/Produits à recevoir

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.

Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Le produit à recevoir est annulé si la subvention n'est pas consommée intégralement.

Produit à recevoir

Solde de la subvention du CD 57	184 094 €
Solde de la subvention 2024 de la Région Grand Est	251 259 €
Subvention 2024 des EPCI	0 €
Produit à recevoir – aide aux apprentis 2024	6 000 €
Produit à recevoir – union européenne	24 000 €
Total	465 353 €

Engagement retraite

A titre d'informations, le montant des engagements de retraites valorisées au 31 décembre 2024, par l'actuaire et pour l'ensemble de l'effectif s'élève à 262 765 €.

Hypothèses retenues :

- Age de départ à la retraite : âge légal,
- Taux de charges sociales : 60%,
- Taux d'évolution des salaires : 2%,
- Taux d'actualisation : 3.5 %,

Cet engagement est couvert partiellement :

- Par **une provision pour retraites** à hauteur de 114 433 € fléchée pour les salariés provenant de l'association Moselle Développement (en provenance de l'apport de la situation nette de Moselle Développement); cette provision ne sera jamais actualisée mais reprise au fur et à mesure des départs des salariés concernés.
- Par externalisation sur un contrat d'assurance "indemnités de fin de carrières" pour un montant de 93 679 € au 31 décembre 2024.

A noter : le traité de fusion-scission de Moselle Développement et de Moselle Tourisme en vue de la création de Moselle Attractivité signé le 4 novembre 2016 a acté la prise en charge par le Conseil départemental de la Moselle des indemnités retraites des salariés de Moselle Tourisme qui ont été transférés vers Moselle Attractivité.

Provisions pour risques et charges

Pour mémoire, il figure dans les comptes une **provision pour risque de litige** de 50 000 € avec le prestataire Actimage relative au contentieux sur la réalisation du portail Internet de Moselle Attractivité et une **provision pour créances à restituer** au Département de 45 452 € relative au Plan de Relance 2021. En 2024, il vient s'ajouter une **provision pour risques** à restituer à la Région Grand Est de 158 690 €

Charges à payer

Congés payés et charges provisionnées :	74 484 €
- Factures non parvenues :	219 138 €
- Etat :	<u>10 011 €</u>
Total	303 633 €

Charges constatées d'avance

- Maintenance :	39 699 €
- Documentation :	5 056 €
- Autres dépenses :	<u>10 983 €</u>
Total	55 738 €

Honoraires des Commissaires aux Comptes

	KPMG	
	31/12/2024	31/12/2023
Audit		
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés		
Emetteur	11 567	11 301
Filiales intégrées globalement		
Autres diligences et prestations directement liées à la mission du commissaire aux comptes		
Emetteur		
Filiales intégrées globalement		
sous total	11 567	11 301
Autres prestations rendues par les réseaux aux filiales intégrées globalement		
Juridique, fiscal, social		
Autres		
sous total		
TOTAL	11 567	11 301

Tableau de variation des Fonds propres

Variation des Fonds propres	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise	3 965 005				3 965 005
Fonds propres avec droit de reprise					-
Ecart de réévaluation					-
Réserves					-
Report à nouveau	- 1 134 538	- 784 946			- 1 919 484
Excédent ou déficit de l'exercice	- 784 946	784 946	- 1 548 989		- 1 548 989
Situation nette	2 045 521	-	- 1 548 989		496 532
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
TOTAL	2 045 521	-	- 1 548 989	-	496 532

Tableau des immobilisations

Situations et mouvements	A	B	C	D
Rubriques	Valeur brute à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur brute à la clôture de l'exercice
Immobilisations incorporelles				-
<i>Autres</i>	319 775			319 775
				-
Immobilisations corporelles				-
<i>Instal., agencement, aménagement divers</i>	29 870			29 870
<i>Matériel de transport</i>	48 454			48 454
<i>Matériel de bureau, informatique et mobilier</i>	314 678			314 678
				-
Immobilisations financières				-
<i>Autres titres immobilisés</i>	43 110			43 110
<i>Prêts et autres immobilisations financières</i>	97 115		8 133	88 981
				-
TOTAL	853 001	-	8 133	844 868

Tableau des amortissements

Situations et mouvements	A	B	C	D
Rubriques	Amortissements cumulés au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions	Amortissements cumulés à la clôture de l'exercice
Immobilisations incorporelles				-
<i>Autres</i>	133 929	69 811	-	203 740
				-
Immobilisations corporelles				-
<i>Instal., agencement, aménagement divers</i>	22 945	2 649		25 594
<i>Matériel de transport</i>	26 698	5 075		31 773
<i>Matériel de bureau, informatique et mobilier</i>	288 414	10 576		298 990
				-
				-
TOTAL	471 986	88 111	-	560 097

Tableau des Créances

Créances	Montant brut au 31/12/2024	Échéance <1 an	Échéance >1 an
Créances de l'actif immobilisé			
<i>Prêts</i>	80 319		80 319
<i>Autres immobilisations financières</i>	8 662		8 662
Créances de l'actif circulant			
<i>Clients et Comptes rattachés</i>	246 579	246 579	
<i>Autres créances</i>	475 562	475 562	
Charges constatées d'avance	55 738	55 738	
TOTAL	866 861	777 880	88 981

Tableau des Dettes

Dettes	Montant brut au 31/12/2024	Échéance <1 an	Échéance >1 an et < 5 ans	Échéance > 5 ans
Emprunts auprès des établissements de crédits				
Emprunts et dettes financières diverses				-
Avances et acomptes reçus sur commandes				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	885 471	885 471		
Dettes des legs ou donations				
Dettes fiscales et sociales	240 899	240 899		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes	64 962	64 962		
Produits constatés d'avance	284 521	284 521		
TOTAL	1 475 852	1 475 852		-

Informations relatives au compte de Résultat**Concours publics et Subventions d'Exploitation :**

- Subvention de fonctionnement du Département 57 :	2 427 500 €
- Subvention – Frais de restructuration du Département 57 :	19 282 €
- Subvention des EPCI :	1 250 120 €
- Subvention de la Région Grand Est :	<u>1 122 120 €</u>
Total	4 819 022 €

Contributions financières

- Participations financières pour **248 731 €** :
 - o du Département de la Moselle à l'étude des produits agricoles – petit Rungis (8 991 €),
 - o des délégations sportives du Burundi et des Philippines aux dépenses de repas et de nuitées dans le cadre de Terre de Jeux (192 905 €),
 - o du Département de la Moselle aux frais d'hospitalité des délégations sportives participants au JO de Paris (30 266 €),
 - o aux Workshop « Partir en France » (1 729 €),
 - o au partage de la solution Flux Vision avec l'ART Grand Est (6 540 €) et la SPL de Moselle Nord Plaisance (2 100 €)
 - o du Domaine de la Klauss pour les dépenses engagées en 2024 sur l'évènement MICHELIN (5 464 €)
 - o du parc Sainte Croix pour l'accueil des journalistes (735 €)
- Cotisations des membres pour **64 088 €**
- Produits divers de gestion courantes pour **128 047 €** : campagne TV Noël 2024 (60 000 €), Clé Vacances (11 305 €), Visites de Classement (6 540 €), participations au séminaire club ingénierie ADN Tourisme (22 455 €), prestations de l'observatoire touristique (14 000€) et Fête des Vins (3 900 €) et remboursement d'un ajustement de cotisations de Malakoff (9 456 €)

Reprise sur provisions et transfert de charges

- Transfert de Charges pour **33 279 €** : Aide unique à l'emploi de 5 apprentis en alternance (18 500 €), Remboursement de la formation continue (8 444 €), avantage en nature (3 708 €), ajustement divers (2 627€),

Contributions volontaires en nature

Le Département de la Moselle met à disposition de Moselle Attractivité des locaux situés au 2-4 rue du Pont Moreau à Metz d'une surface de 1024.38 m2. Le loyer est valorisé à **97 070 €** pour la quote part relative à la mission Tourisme et à la mission Marketing.

Le Département participe aux charges de fonctionnement de l'immeuble relatives au nettoyage des locaux, au tri sélectif, à la consommation électrique, à la consommation d'eau, au contrôle électrique des portes piétons, au contrôle de la sous station, aux charges d'ascenseurs, à la détection d'incendie, à l'alarme anti-intrusion, au contrôle d'accès, au gardiennage et à l'installation technique pour un montant de **29 174 €**

Répartition par nature de produits	31/12/2024
Bénévolat	
Prestations en nature	126 245
Dons en natures	
TOTAL	126 245
Répartition par nature de charges	31/12/2024
Secours en nature	
Mise à disposition gratuite de Biens	126 245
Prestations en nature	
Personnel bénévole	
TOTAL	126 245

Evènements post clôture

Néant.

Continuité d'exploitation

Le déficit conjoncturel observé est principalement imputable à l'absence de réponse ni positive ni négative, à date, concernant notre demande de subvention FEDER, alors que des charges avaient été engagées en anticipation de son attribution. Afin de rétablir l'équilibre financier, un plan d'action a été mis en œuvre, comprenant notamment la non-reconduction des postes en alternance et un ajustement strict des charges et des produits conduisant à dégager un bénéfice net pour les exercices 2025 et 2026, ainsi qu'un plan de trésorerie adapté.

Rémunérations des 3 cadres dirigeants

Au sein de l'association, le montant des rémunérations et avantages en nature des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés visés par l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif n'est pas communiqué.

En effet, compte tenu de l'organisation et de la répartition des pouvoirs au sein de la structure, cette information reviendrait à indiquer une rémunération individuelle.

Informations sur les transactions non conclues à des conditions normales

Néant.



KPMG SA
2 rue Pierre Simon de Laplace
BP 65811
57078 Metz

MOSELLE ATTRACTIVITE

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024
MOSELLE ATTRACTIVITE
1 rue du Pont Moreau 57000 METZ

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG SA
2 rue Pierre Simon de Laplace
BP 65811
57078 Metz

MOSELLE ATTRACTIVITE

1 rue du Pont Moreau 57000 METZ

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

À l'assemblée générale de l'association MOSELLE ATTRACTIVITE,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association MOSELLE ATTRACTIVITE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.



Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

La note « Continuité d'exploitation » de l'annexe des comptes annuels fait état des incertitudes pesant sur la continuité d'exploitation.

Nous avons été conduits à examiner les dispositions envisagées à cet égard.

Sur la base de nos travaux et des informations qui nous ont été communiquées à ce jour, et dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre association, nous estimons que la note de l'annexe des comptes annuels donne une information appropriée sur la situation de l'association au regard de l'incertitude, pesant sur la continuité d'exploitation.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.



Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Metz, le 12 septembre 2025

KPMG SA

Sandrine
Demesse

Signature
numérique de
Sandrine Demesse
Date : 2025.09.12
10:06:30 +02'00'

Sandrine DEMESSE

Associée

BILAN ACTIF AU 31/12/24

ACTIF	Exercice 2024			Exercice 2023
	Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	4 920	4 920	-	166
Autres Immobilisations Incorporelles	239 543	198 820	40 723	110 534
Immobilisations incorporelles en cours	61 559		61 559	61 559
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels	393 002	356 357	36 645	54 945
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et Créances rattachées				
Autres titres immobilisés	43 110		43 110	43 110
Prêts	88 453	-	88 453	88 453
Autres	8 662	8 133	529	8 662
Total I	839 249	568 231	271 019	367 429
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours	57 719		57 719	31 301
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	246 579		246 579	113 960
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	475 562		475 562	552 766
Valeurs mobilières de placement	77 639		77 639	75 378
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	1 225 840		1 225 840	2 235 303
Charges constatées d'avance	55 738		55 738	62 649
Total II	2 139 078	-	2 139 078	3 071 357
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				-
Ecart de conversion Actif (V)				
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	2 978 328	568 231	2 410 097	3 438 786

BILAN PASSIF AU 31/12/24

PASSIF	Exercice 2024	Exercice 2023
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires	3 965 005	3 965 005
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres		
Report à nouveau		
Report à nouveau	- 1 919 484	- 1 134 538
Excédent ou déficit de l'exercice	- 1 548 989	- 784 946
Situation nette (sous total)	496 532	2 045 521
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
Total I	496 532	2 045 521
FONDS REPORTEES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
Total II	-	-
PROVISIONS		
Provisions pour risques	254 142	95 452
Provisions pour charges	114 433	114 433
Total III	368 575	209 885
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Avances et acomptes reçus sur commandes		
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	885 471	874 626
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	240 899	243 793
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	64 962	64 962
Instruments de trésorerie	69 137	
Produits constatés d'avance	284 521	
Total IV	1 544 989	1 183 380
Ecarts de conversion Passif (V)		
TOTAL GENERAL (I + II + III + III bis + IV + V)	2 410 097	3 438 786

COMPTE DE RESULTAT exercice du 01/01/24 au 31/12/24

COMPTE DE RESULTAT	Exercice 2024	Exercice 2023
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	64 088	59 500
Ventes de biens et services		
Ventes de biens	165 489	130 873
<i>dont ventes de dons en nature</i>		
Ventes de prestations de service	89 996	49 592
<i>dont parrainages</i>		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	4 819 023	5 732 930
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommables		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières	248 731	87 207
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	33 279	69 394
Utilisations des fonds dédiés		-
Autres produits	128 047	40 185
Total I	5 548 654	6 169 681
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises	103 597	106 307
Variation de stock	- 26 419	2 552
Autres achats et charges externes	3 761 076	4 031 035
Aides financières		200
Impôts, taxes et versements assimilés	195 031	193 043
Salaires et traitements	1 960 694	1 730 704
Charges sociales	856 292	780 269
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	246 968	107 215
Dotations aux provisions		-
Reports en fonds dédiés		
Autres charges	888	30 172
Total II	7 098 127	6 981 496
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	- 1 549 473	- 811 816
PRODUITS FINANCIERS		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	18 207	30 904
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge	-	312 769
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total III	18 207	343 673
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées		314 383
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total IV	-	314 383
2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)	18 207	29 290
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)	- 1 531 266	- 782 526

PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion		6 100
Sur opérations en capital		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Total V	-	6 100
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	17 722	495
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Total VI	17 722	495
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	- 17 722	5 605
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)		8 025
Total des produits (I + III + V)	5 566 860	6 519 453
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	7 115 849	7 304 399
EXCEDENT OU DEFICIT	- 1 548 989	- 784 946
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature	126 245	116 762
Bénévolat		
TOTAL	126 245	116 762
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens	126 245	116 762
Prestations en nature		
Mise à disposition gratuite de biens et services		
Personnel bénévole		
TOTAL	126 245	116 762

Objet social

L'objet social de notre entité est décrit ainsi dans les statuts :

Moselle Attractivité contribue au développement de l'attractivité de la Moselle, à son rayonnement touristique et à la compétitivité du territoire dans le domaine économique.

Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées :

1. l'appui aux territoires et aux entreprises mosellanes, en tant qu'agence de développement économique (mission "économie")

A ce titre, Moselle Attractivité s'inscrit dans la mise en œuvre du Schéma Régional de Développement Economique, d'Innovation et d'Internationalisation (SRDEII), participe à la mise en œuvre de la politique de la Région Grand Est et intègre le réseau des outils de développement économique à l'échelle du Grand Est animé par la Région.

En conformité avec les prescriptions du SRDEII, elle favorise le développement et la promotion économique du département de la Moselle, notamment en :

- assurant l'identification, le suivi d'entreprises ciblées et l'accompagnement local de leurs projets d'installation et de développement
- étant le relai de la Région Grand Est et des EPCI membres pour diffuser leurs dispositifs de soutien et accompagner les entreprises dans leurs démarches
- étant source de données et d'informations sur les zones d'activités et/ou l'immobilier d'entreprise (observatoire économique, gestion d'une base de données de l'offre, ...)
- faisant de la veille économique territoriale
- effectuant la recherche de projets exogènes limitrophes en lien avec Invest Eastern France
- favorisant l'attraction et la fidélisation des talents, afin de répondre aux besoins de main d'œuvre des entreprises mosellanes.

2. le déploiement, en tant que Comité Départemental du Tourisme (CDT), d'une véritable stratégie touristique visant au développement et à la promotion de la destination Moselle (mission "tourisme")

A ce titre, Moselle Attractivité assure les missions qui recouvrent notamment :

- La structuration et la qualification de l'offre touristique départementale
- La promotion de l'offre et de la destination Moselle
- L'appui à la qualité de l'accueil et l'animation des offices du tourisme
- L'animation et la professionnalisation des acteurs touristiques
- La commercialisation et l'appui à la commercialisation de produits touristiques
- La gestion d'un observatoire touristique, en lien avec le Comité Régional du Tourisme du Grand Est

Par ailleurs, Moselle Attractivité en tant que Comité Départemental du Tourisme du Département de la Moselle se voit confier par le Département de la Moselle la mise en œuvre de la politique touristique définie par ce dernier. Cette délégation sur la base des dispositions de l'article L 132-2 du Code du Tourisme donne lieu à une convention conclue entre le Département de la Moselle et Moselle Attractivité qui définit les missions concernées, les modalités d'exercice, les modalités de financement, ainsi que les modalités de contrôle.

3. la conduite **d'actions de promotion et de marketing territorial** hors prospection IDE (mission "marketing territorial")

A ce titre, Moselle Attractivité assure notamment :

- Le portage, la promotion et le déploiement de la marque partagée MOSL
- Promotion des labels d'excellence
- Le portage et l'animation du plan d'actions Attractivité
- L'animation de réseaux à l'échelle du département de la Moselle
- L'organisation et/ou la participation à des salons, foires, événements dédiés
- La promotion du territoire via une communication adaptée, en lien avec les actions régionales
- La participation à la promotion de la région Grand Est
- L'appui à la commercialisation et la vente de produits mosellans et de produits MOSL

Moyens d'action

Pour réaliser son objet et plus particulièrement chacune de ces missions, l'association se dote notamment des moyens humains et matériels en vue d'assurer la mise en œuvre des différents axes de développement de l'attractivité mosellane objet de l'association tel que décrit à l'article 3.1 ci-dessus.

L'association est organisée en trois pôles : un pôle "tourisme", un pôle "économie" et un pôle transversal "marketing territorial", supervisés chacun par un directeur/responsable distinct, étant entendu que l'un d'entre eux peut cumuler cette fonction avec celle de directeur général de la structure.

Dans le cadre de la mise en œuvre de la mission Economie, les interventions de Moselle Attractivité s'organisent en lien étroit et en complémentarité, dans une démarche partenariale et collaborative, avec les Maisons de la Région Grand Est couvrant le territoire mosellan (Maisons de la Région de Metz, Thionville-Longwy et Saverne-Haguenau) et plus particulièrement leur service Développement Territorial (chef(fe) de service et chargé(e) de mission développement économique).

Un programme de travail partagé est établi entre Moselle Attractivité et les trois Maisons de la Région Grand Est. Des revues de gestions sont organisées régulièrement entre Moselle Attractivité et chacune des Maisons de la Région Grand Est afin de partager les informations, effectuer un bilan des interventions réciproques et les adapter en tant que de besoin.

Par ailleurs, l'articulation entre Moselle Attractivité, les Maisons de la Région et les services de l'EPCI ou des groupements d'EPCI engagés dans les Pactes Offensive Croissance Emploi signés avec la Région dans le cadre de la déclinaison du SRDEII fera l'objet d'une attention toute particulière afin d'en apprécier la cohérence, la complémentarité et l'efficacité.

Moselle Attractivité est associée à l'animation du réseau de développeurs économiques assurée par les Maisons de la Région Grand Est à l'échelle de leur périmètre et participe activement au réseau des développeurs économiques animé par la Région à l'échelle du Grand Est.

La Région Grand Est participe activement à la gouvernance de Moselle Attractivité au sein du Conseil d'Administration et des autres organes prévus aux statuts de l'association, et ce dans le respect des compétences qui lui sont dévolues par la loi. Elle apporte par ailleurs une contribution financière à Moselle Attractivité, en lien avec les contributions des EPCI, permettant de financer, comme l'atteste une comptabilité analytique, les missions poursuivies principalement dans le domaine du

développement économique, ainsi qu'en faveur de l'attractivité du territoire mosellan et qui ne relèvent pas du champ d'intervention du CDT.

Le Département de la Moselle participe activement à la gouvernance de Moselle Attractivité dans les domaines relevant de sa compétence et en tant que garant des solidarités humaines et territoriales au sein du département de la Moselle, et ce dans le respect des compétences qui lui sont dévolues par la loi. Il apporte par ailleurs une contribution financière à Moselle Attractivité, qui, comme l'atteste une comptabilité analytique, permet de financer les missions qui ne relèvent pas du champ du développement économique.

Les comptes annuels clos au 31/12/2024 ont été établis conformément aux recommandations et observations de l'Autorité des Normes Comptables.

Evènements principaux de l'exercice

En 2024, Moselle Attractivité s'est pleinement impliquée dans la démarche Terre de Jeux initiée par le Département de la Moselle à l'occasion des Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris. Les nombreux temps forts ont permis de valoriser les Ambassadeurs MOSL, les labélisés Qualité MOSL, ainsi que les acteurs de l'attractivité du territoire.

Moselle Attractivité a, par ailleurs, contribué à la valorisation de l'attractivité de la Moselle pendant la période des Jeux Olympiques et des Jeux Paralympiques au travers de différents temps forts et événements : le parcours de la flamme olympique et de la flamme paralympique en Moselle, la Fan zone départementale à Amnéville, le Club France à Paris, l'implication de jeunes volontaires mosellans, Ambassadeurs MOSL, au cœur des jeux à Paris.

Enfin, Moselle Attractivité a été en charge de l'organisation logistique de l'accueil des délégations sportives qui sont venues préparer les jeux en Moselle. Ce sont ainsi 463 athlètes et encadrants qui ont séjourné en Moselle représentant 6 000 nuitées et 18 000 repas pour le secteur de l'hôtellerie et de la restauration en Moselle.

La prise en charge de l'ensemble des réservations de chambres et de repas a fait l'objet d'un processus de refacturation/remboursement opéré en direction des délégations du Burundi et des Philippines (192 904€) et pour le reste, soit 30 266€ en direction du Département de la Moselle.

Par ailleurs, l'exercice 2024 constitue le premier exercice faisant l'objet d'un traitement fiscal des activités lucratives suite à l'audit réalisé à ce sujet et qui avait fait l'objet d'une information lors du Conseil d'Administration du 30/05/24.

Ainsi, un secteur « activités lucratives » représentant environ 7% du chiffre d'affaires total de l'association, soit 480k€, a été créé avec les conséquences suivantes :

- L'imposition à la TVA des subventions dites « compléments de prix » identifiés par l'audit et qui concernent les subventions octroyées par :
 - la Région Grand Est pour un montant de 46k€ en contrepartie des missions d'accompagnement individualisé réalisées au profit d'une liste d'entreprises bénéficiaires identifiées par le subventionneur (tva à 20%)
 - la Communauté des Communes de Cattenom et Environ en contrepartie de missions définies et ciblées à son bénéfice, pour un montant de 1,6k€ (mise en œuvre d'un observatoire économique, de la gestion d'une base de données foncières et

immobilières, du développement de l'accueil des nouvelles entreprises, de l'accompagnement et de la promotion des projets des entreprises, des prestations de conseil, de la mise en œuvre d'une stratégie touristique et de la promotion et le développement du marketing territorial) (tva à 20%)

- Des recettes imposables à la tva à 20% sur les activités lucratives telles que :
 - Vente de boules de Noël (74k€) ;
 - Vente de produit griffés MOSL et qualité MOSL (10k€) ;
 - Vente de puzzles (8.7k€)
 - Marge réalisée sur le dépôt-vente au profit des producteurs et artisans mosellans lors du marché de Noël (90k€) ;
 - Vente de coffrets cadeaux -Box et Chèques cadeaux. (61.5k€)
- Récupération de la TVA sur les achats liés aux activités lucratives énumérées ci-dessus.

L'activité lucrative présente ainsi un déficit de 8k€ avec des produits s'élevant à 480k€ et des charges à 488k€. Ce résultat négatif exclut toute imposition au titre de l'impôt sur les sociétés. Par ailleurs, aucun reversement de TVA n'est dû, la TVA collectée (47,979k€) étant inférieure à la TVA déductible (48,967k€).

Ventilation de l'effectif au 31 décembre 2024

Catégories	Personnel salarié
Cadres	27
Employés, Techniciens, Professions Intermédiaires	16 (dont 6 alternants)
TOTAL	43

Méthode générale

Les comptes annuels de notre entité pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement **ANC 2018-06** et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement **ANC 2014-03** relatif au plan comptable général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation.
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Ne sont mentionnées dans l'annexe que les informations à caractère significatif.

Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût de production, à l'exception des immobilisations acquises avant le 31 décembre 1976 qui ont fait l'objet d'une réévaluation.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Amortissements

Ils sont calculés en fonction de la durée d'utilisation prévue suivant le mode linéaire :

Types d'immobilisations	Durée d'amortissement
Logiciels et site internet	1 à 3 ans
Installations et agencements	3 à 10 ans
Matériel et outillage	5 ans
Matériel de transport	4 à 10 ans
Mobilier et matériel de bureau	2 à 10 ans

Participation, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'acquisition.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à cette valeur, une dépréciation est constituée du montant de la différence.

Créances/Produits à recevoir

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.

Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Le produit à recevoir est annulé si la subvention n'est pas consommée intégralement.

Produit à recevoir

Solde de la subvention du CD 57	184 094 €
Solde de la subvention 2024 de la Région Grand Est	251 259 €
Subvention 2024 des EPCI	0 €
Produit à recevoir – aide aux apprentis 2024	6 000 €
Produit à recevoir – union européenne	24 000 €
Total	465 353 €

Engagement retraite

A titre d'informations, le montant des engagements de retraites valorisées au 31 décembre 2024, par l'actuaire et pour l'ensemble de l'effectif s'élève à 262 765 €.

Hypothèses retenues :

- Age de départ à la retraite : âge légal,
- Taux de charges sociales : 60%,
- Taux d'évolution des salaires : 2%,
- Taux d'actualisation : 3.5 %,

Cet engagement est couvert partiellement :

- Par **une provision pour retraites** à hauteur de 114 433 € fléchée pour les salariés provenant de l'association Moselle Développement (en provenance de l'apport de la situation nette de Moselle Développement); cette provision ne sera jamais actualisée mais reprise au fur et à mesure des départs des salariés concernés.
- Par externalisation sur un contrat d'assurance "indemnités de fin de carrières" pour un montant de 93 679 € au 31 décembre 2024.

A noter : le traité de fusion-scission de Moselle Développement et de Moselle Tourisme en vue de la création de Moselle Attractivité signé le 4 novembre 2016 a acté la prise en charge par le Conseil départemental de la Moselle des indemnités retraites des salariés de Moselle Tourisme qui ont été transférés vers Moselle Attractivité.

Provisions pour risques et charges

Pour mémoire, il figure dans les comptes une **provision pour risque de litige** de 50 000 € avec le prestataire Actimage relative au contentieux sur la réalisation du portail Internet de Moselle Attractivité et une **provision pour créances à restituer** au Département de 45 452 € relative au Plan de Relance 2021. En 2024, il vient s'ajouter une **provision pour risques** à restituer à la Région Grand Est de 158 690 €

Charges à payer

Congés payés et charges provisionnées :	74 484 €
- Factures non parvenues :	219 138 €
- Etat :	<u>10 011 €</u>
Total	303 633 €

Charges constatées d'avance

- Maintenance :	39 699 €
- Documentation :	5 056 €
- Autres dépenses :	<u>10 983 €</u>
Total	55 738 €

Honoraires des Commissaires aux Comptes

	KPMG	
	31/12/2024	31/12/2023
Audit		
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés		
Emetteur	11 567	11 301
Filiales intégrées globalement		
Autres diligences et prestations directement liées à la mission du commissaire aux comptes		
Emetteur		
Filiales intégrées globalement		
sous total	11 567	11 301
Autres prestations rendues par les réseaux aux filiales intégrées globalement		
Juridique, fiscal, social		
Autres		
sous total		
TOTAL	11 567	11 301

Tableau de variation des Fonds propres

Variation des Fonds propres	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise	3 965 005				3 965 005
Fonds propres avec droit de reprise					-
Ecart de réévaluation					-
Réserves					-
Report à nouveau	- 1 134 538	- 784 946			- 1 919 484
Excédent ou déficit de l'exercice	- 784 946	784 946	- 1 548 989		- 1 548 989
Situation nette	2 045 521	-	- 1 548 989		496 532
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
TOTAL	2 045 521	-	- 1 548 989	-	496 532

Tableau des immobilisations

Situations et mouvements	A	B	C	D
Rubriques	Valeur brute à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur brute à la clôture de l'exercice
Immobilisations incorporelles				-
<i>Autres</i>	319 775			319 775
				-
Immobilisations corporelles				-
<i>Instal., agencement, aménagement divers</i>	29 870			29 870
<i>Matériel de transport</i>	48 454			48 454
<i>Matériel de bureau, informatique et mobilier</i>	314 678			314 678
				-
Immobilisations financières				-
<i>Autres titres immobilisés</i>	43 110			43 110
<i>Prêts et autres immobilisations financières</i>	97 115		8 133	88 981
				-
TOTAL	853 001	-	8 133	844 868

Tableau des amortissements

Situations et mouvements	A	B	C	D
Rubriques	Amortissements cumulés au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions	Amortissements cumulés à la clôture de l'exercice
Immobilisations incorporelles				-
<i>Autres</i>	133 929	69 811	-	203 740
				-
Immobilisations corporelles				-
<i>Instal., agencement, aménagement divers</i>	22 945	2 649		25 594
<i>Matériel de transport</i>	26 698	5 075		31 773
<i>Matériel de bureau, informatique et mobilier</i>	288 414	10 576		298 990
				-
				-
TOTAL	471 986	88 111	-	560 097

Tableau des Créances

Créances	Montant brut au 31/12/2024	Échéance <1 an	Échéance >1 an
Créances de l'actif immobilisé			
<i>Prêts</i>	80 319		80 319
<i>Autres immobilisations financières</i>	8 662		8 662
Créances de l'actif circulant			
<i>Clients et Comptes rattachés</i>	246 579	246 579	
<i>Autres créances</i>	475 562	475 562	
Charges constatées d'avance	55 738	55 738	
TOTAL	866 861	777 880	88 981

Tableau des Dettes

Dettes	Montant brut au 31/12/2024	Échéance <1 an	Échéance >1 an et < 5 ans	Échéance > 5 ans
Emprunts auprès des établissements de crédits				
Emprunts et dettes financières diverses				-
Avances et acomptes reçus sur commandes				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	885 471	885 471		
Dettes des legs ou donations				
Dettes fiscales et sociales	240 899	240 899		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes	64 962	64 962		
Produits constatés d'avance	284 521	284 521		
TOTAL	1 475 852	1 475 852		-

Informations relatives au compte de Résultat**Concours publics et Subventions d'Exploitation :**

- Subvention de fonctionnement du Département 57 :	2 427 500 €
- Subvention – Frais de restructuration du Département 57 :	19 282 €
- Subvention des EPCI :	1 250 120 €
- Subvention de la Région Grand Est :	<u>1 122 120 €</u>
Total	4 819 022 €

Contributions financières

- Participations financières pour **248 731 €** :
 - o du Département de la Moselle à l'étude des produits agricoles – petit Rungis (8 991 €),
 - o des délégations sportives du Burundi et des Philippines aux dépenses de repas et de nuitées dans le cadre de Terre de Jeux (192 905 €),
 - o du Département de la Moselle aux frais d'hospitalité des délégations sportives participants au JO de Paris (30 266 €),
 - o aux Workshop « Partir en France » (1 729 €),
 - o au partage de la solution Flux Vision avec l'ART Grand Est (6 540 €) et la SPL de Moselle Nord Plaisance (2 100 €)
 - o du Domaine de la Klauss pour les dépenses engagées en 2024 sur l'évènement MICHELIN (5 464 €)
 - o du parc Sainte Croix pour l'accueil des journalistes (735 €)
- Cotisations des membres pour **64 088 €**
- Produits divers de gestion courantes pour **128 047 €** : campagne TV Noël 2024 (60 000 €), Clé Vacances (11 305 €), Visites de Classement (6 540 €), participations au séminaire club ingénierie ADN Tourisme (22 455 €), prestations de l'observatoire touristique (14 000€) et Fête des Vins (3 900 €) et remboursement d'un ajustement de cotisations de Malakoff (9 456 €)

Reprise sur provisions et transfert de charges

- Transfert de Charges pour **33 279 €** : Aide unique à l'emploi de 5 apprentis en alternance (18 500 €), Remboursement de la formation continue (8 444 €), *avantage en nature* (3 708 €), *ajustement divers* (2 627€),

Contributions volontaires en nature

Le Département de la Moselle met à disposition de Moselle Attractivité des locaux situés au 2-4 rue du Pont Moreau à Metz d'une surface de 1024.38 m2. Le loyer est valorisé à **97 070 €** pour la quote part relative à la mission Tourisme et à la mission Marketing.

Le Département participe aux charges de fonctionnement de l'immeuble relatives au nettoyage des locaux, au tri sélectif, à la consommation électrique, à la consommation d'eau, au contrôle électrique des portes piétons, au contrôle de la sous station, aux charges d'ascenseurs, à la détection d'incendie, à l'alarme anti-intrusion, au contrôle d'accès, au gardiennage et à l'installation technique pour un montant de **29 174 €**

Répartition par nature de produits	31/12/2024
Bénévolat	
<i>Prestations en nature</i>	126 245
Dons en natures	
TOTAL	126 245
Répartition par nature de charges	31/12/2024
Secours en nature	
<i>Mise à disposition gratuite de Biens</i>	126 245
Prestations en nature	
Personnel bénévole	
TOTAL	126 245

Evènements post clôture

Néant.

Continuité d'exploitation

Le déficit conjoncturel observé est principalement imputable à l'absence de réponse ni positive ni négative, à date, concernant notre demande de subvention FEDER, alors que des charges avaient été engagées en anticipation de son attribution. Afin de rétablir l'équilibre financier, un plan d'action a été mis en œuvre, comprenant notamment la non-reconduction des postes en alternance et un ajustement strict des charges et des produits conduisant à dégager un bénéfice net pour les exercices 2025 et 2026, ainsi qu'un plan de trésorerie adapté.

Rémunérations des 3 cadres dirigeants

Au sein de l'association, le montant des rémunérations et avantages en nature des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés visés par l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif n'est pas communiqué.

En effet, compte tenu de l'organisation et de la répartition des pouvoirs au sein de la structure, cette information reviendrait à indiquer une rémunération individuelle.

Informations sur les transactions non conclues à des conditions normales

Néant.